

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2009 — 4149 (2008 — 4679) [2009/205935]

22 DECEMBRE 2008. — Loi portant des dispositions diverses (I) Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 décembre 2009, édition 4, page 68752, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes dans le texte néerlandais de l'article 157 :

- lire « vennootschappen » au lieu de « venootschappen »;
- ajouter « beslist hebben » entre les mots « die » et « tot »;
- supprimer le mot « hebben » entre les mots « recht » et « , noch ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2009 — 4149 (2008 — 4679) [2009/205935]

22 DECEMBER 2008. — Wet houdende diverse bepalingen (I) Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2008, vierde editie, pagina 68752, moeten de volgende correcties worden aangebracht in de Nederlandse tekst van artikel 157 :

- lees « vennootschappen » in de plaats van « venootschappen »;
- voeg toe « beslist hebben » tussen de woorden « die » en « tot »;
- schrap het woord « hebben » tussen de woorden « recht » en « , noch ».

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4150

[2009/206000]

10 DECEMBRE 2009. — Décret visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur dans les matières visées à l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci. Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° "service" : toute activité économique non salariée exercée normalement contre rémunération, visée à l'article 50 du traité CE;

2° "prestataire" : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou toute personne morale visée à l'article 48 du traité CE et établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui offre ou fournit un service;

3° "établissement" : l'exercice effectif d'une activité économique par le prestataire pour une durée indéterminée et au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle la fourniture de service est réellement assurée;

4° "destinataire" : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou qui bénéficie de droits qui lui sont conférés par des actes communautaires ou personne morale établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui, à des fins professionnelles ou non, utilise ou souhaite utiliser un service;

5° "profession réglementée" : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions décrétales, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue une modalité d'exercice;

6° "titulaire d'une profession libérale" : toute entreprise qui n'est pas commerçante au sens de l'article 1^{er} du Code de commerce et qui est soumise à un organe de contrôle créé par la loi;

7° "régime d'autorisation" : toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice;

8° "exigence" : toute obligation, interdiction, condition ou limite contenue dans un décret, un règlement ou dans des dispositions administratives ou découlant de la jurisprudence, des pratiques administratives, des règles des ordres professionnels ou des règles collectives d'associations professionnelles ou autres organisations professionnelles adoptées dans l'exercice de leur autonomie juridique;

9° "raisons impérieuses d'intérêt général" : des raisons reconnues comme telles par la jurisprudence de la Cour de justice, qui incluent, notamment, les justifications suivantes : l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle;

10° "assurance responsabilité professionnelle" : une assurance souscrite par un prestataire pour couvrir, à l'égard des destinataires et, le cas échéant, des tiers, sa responsabilité éventuelle en cas de dommage résultant de la prestation de service;

11° "autorité compétente de la Région wallonne" : toute autorité ou instance ayant, sur le territoire de la région de langue française, un rôle de contrôle ou de réglementation des activités de services, notamment les autorités administratives, les ordres professionnels et les associations ou autres organismes professionnels qui, dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux activités de service ou leur exercice;

12° "Etat membre" un Etat membre de l'Union européenne;

13° "Etat membre d'établissement" : l'Etat membre sur le territoire duquel le prestataire concerné a son établissement;

14° "Etat membre où le service est fourni" : l'Etat membre où le service est fourni par un prestataire établi dans un autre Etat membre;

15° "jour ouvrable" : tout jour calendrier à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

16° "données à caractère personnel" : informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, conformément à la définition prévue à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

17° "coordinateur fédéral" : la personne physique désignée au sein du Service public fédéral Economie, pour être, dans le cadre de la coopération administrative prévue au chapitre VI, le point de contact entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

18° "coordinateur régional" : la personne physique désignée au sein du Service public de Wallonie, pour être, dans le cadre de la coopération administrative prévue au chapitre VI, le point de contact via le coordinateur fédéral, entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

19° "coordinateur d'alerte" : la personne ou les personnes physiques désignées au niveau fédéral qui sont chargées d'assurer l'information des Etats membres et de la Commission européenne de circonstances ou de faits graves et précis en rapport avec une activité de service susceptibles de causer un préjudice grave à la santé ou à la sécurité des personnes ou à l'environnement.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret s'applique, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale, des régions et des communautés qui ne sont pas transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, aux services, à l'exception :

1° des services d'intérêt général non économiques, y inclus les services sociaux;

2° des services de notaires nommés par une décision de l'autorité publique;

3° les services d'huissiers de justice nommés par une décision de l'autorité publique;

4° des services de soins de santé, qu'ils soient ou non assurés dans le cadre d'établissement de soins et indépendamment de la manière dont ils sont organisés et financés ou de leur nature publique ou privée;

5° des activités participant à l'exercice de l'autorité publique conformément à l'article 45 du traité CE;

6° des services sociaux relatifs au logement social, à l'aide à l'enfance et à l'aide aux familles et aux personnes se trouvant de manière permanente ou temporaire dans une situation de besoin qui sont assurés par la Région wallonne et les autres autorités publiques, par des prestataires mandatés par la Région wallonne ou par des associations caritatives reconnues comme telles.

§ 2. Si les dispositions du présent décret sont en conflit avec des dispositions légales, décrétales ou réglementaires régissant les aspects spécifiques de l'accès à une activité de services ou son exercice dans des secteurs spécifiques ou pour des professions spécifiques, transposant le droit communautaire, ces dernières dispositions prévalent.

CHAPITRE II. — Liberté d'établissement

Art. 4. Lorsqu'une autorisation est requise pour l'accès à une activité de service et son exercice, celle-ci doit respecter les conditions suivantes :

1° le régime d'autorisation n'est pas discriminatoire à l'égard du prestataire visé;

2° la nécessité d'un régime d'autorisation est justifiée par une ou plusieurs raison(s) impérieuse(s) d'intérêt général;

3° l'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle *a posteriori* interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui sont régis, directement ou indirectement, par le droit communautaire.

Art. 5. Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères qui encadrent l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire.

Ces critères sont :

1° non discriminatoires;

2° justifiés par une ou plusieurs raison(s) impérieuse(s) d'intérêt général;

3° proportionnels à cet objectif d'intérêt général;

4° clairs et non ambigus;

5° objectifs;

6° rendus publics à l'avance;

7° transparents et accessibles.

Art. 6. Les procédures et formalités d'autorisation doivent être claires, rendues publiques à l'avance et propres à garantir aux parties concernées que leur demande sera traitée avec objectivité et impartialité.

Les procédures et formalités d'autorisation ne doivent pas être dissuasives ni compliquer ou retarder indûment la prestation du service. Elles doivent être facilement accessibles et les charges qui peuvent en découler pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures d'autorisation et ne pas dépasser le coût des procédures.

Art. 7. Les conditions d'octroi de l'autorisation pour un nouvel établissement ne peuvent pas faire double emploi avec les exigences et contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité, auxquels est déjà soumis le prestataire de services en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le coordinateur régional et ou le coordinateur fédéral ainsi que le prestataire assistent l'autorité compétente en fournissant les informations nécessaires sur ces exigences.

Art. 8. Lorsqu'un prestataire de service s'établit en région de langue française, une assurance responsabilité professionnelle ou une garantie ne peut pas être exigée lorsque ce prestataire de service est déjà couvert, en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne dans lequel il est déjà établi, par une garantie équivalente ou essentiellement comparable pour ce qui est de sa finalité et de la couverture qu'elle offre sur le plan du risque assuré, de la somme assurée ou du plafond de la garantie ainsi que des activités éventuellement exclues de la couverture.

Dans le cas où la couverture n'est que partielle, une garantie complémentaire pour couvrir les éléments qui ne sont pas déjà couverts peut être exigée.

Lorsqu'une assurance responsabilité professionnelle ou la fourniture d'une autre forme de garantie est imposée à un prestataire établi en région de langue française, les attestations de couverture émises par des établissements de crédit ou des assureurs dont le siège social est établi dans un Etat membre de l'Union européenne sont admises comme preuve.

Art. 9. L'autorisation requise dans le respect des articles 4 à 8, permet au prestataire de service d'avoir accès à l'activité de service ou de l'exercer sur l'ensemble du territoire de la région de langue française, y compris par la création d'agences, de succursales, de filiales ou de bureaux.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsqu'une autorisation propre à chaque implantation ou une limitation de l'autorisation à une partie spécifique du territoire national est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

Art. 10. Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables de son dépôt.

L'accusé de réception indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;
- 3° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;
- 4° s'il y a lieu, la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, éventuellement prolongé, l'autorisation est considérée comme octroyée.

En cas de demande incomplète, le demandeur est informé dans les plus brefs délais du besoin de fournir des documents complémentaires qui sont nécessaires à l'examen de sa demande, du temps dont il dispose pour ce faire ainsi que des conséquences sur le délai visé à l'alinéa 2.

En cas de rejet d'une demande au motif qu'elle ne respecte pas les procédures ou formalités nécessaires, le demandeur en est informé dans les plus brefs délais.

Art. 11. L'autorité compétente de la Région wallonne octroie l'autorisation après qu'un examen approprié a établi que les conditions pour son octroi sont remplies.

Si la réglementation ne prévoit aucun délai à l'issue duquel la décision sur la demande d'autorisation doit être rendue, celle-ci est rendue au plus tard trente jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception ou, si le dossier est incomplet, à compter de la date à laquelle le demandeur a fourni tous les documents complémentaires requis qui lui ont été demandés.

Le délai peut être prolongé une seule fois et pour une durée limitée à trente jours ouvrables maximum. La prolongation ainsi que sa durée doivent être notifiées au demandeur avant l'expiration du délai initial.

Sans préjudice des décrets, arrêtés ou règlements particuliers justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général, en l'absence de réponse dans le délai prévu par les décrets, arrêtés ou règlements, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Art. 12. § 1^{er}. L'autorisation octroyée à un prestataire de services a une durée illimitée, à l'exception des cas suivants :

- 1° l'autorisation fait l'objet d'un renouvellement automatique;
- 2° l'autorisation est seulement subordonnée à l'accomplissement continu d'exigences;
- 3° le nombre d'autorisations disponibles est limité par une raison impérieuse d'intérêt général;
- 4° une durée limitée d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

§ 2. Le § 1^{er} ne s'applique pas en cas de retrait d'une autorisation lorsque les conditions d'octroi cessent d'être réunies.

§ 3. Le § 1^{er} ne vise pas le délai maximal avant la fin duquel le prestataire doit effectivement commencer son activité après y avoir été autorisé.

Art. 13. Lorsque le nombre d'autorisations disponibles pour une activité donnée est limité en raison de la rareté des ressources naturelles ou des capacités techniques utilisables, une procédure de sélection entre les candidats potentiels est appliquée. Cette procédure prévoit toutes les garanties d'impartialité et de transparence, notamment la publicité adéquate de l'ouverture de la procédure, de son déroulement et de sa clôture.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, l'autorisation est octroyée pour une durée limitée appropriée et ne doit pas faire l'objet d'une procédure de renouvellement automatique, ni prévoir tout autre avantage en faveur du prestataire dont l'autorisation vient juste d'expirer ou des personnes ayant des liens particuliers avec ledit prestataire.

Les règles pour la procédure de sélection peuvent tenir compte de considérations liées à la santé publique, à des objectifs de politique sociale, à la santé et à la sécurité des salariés ou des personnes indépendantes, à la protection de l'environnement, à la préservation du patrimoine culturel et autres raisons impérieuses d'intérêt général.

Art. 14. § 1^{er}. L'accès à une activité de service ou son exercice en région de langue française ne peut être subordonné à aucune des exigences suivantes :

1° les exigences discriminatoires fondées directement ou indirectement sur la nationalité ou, en ce qui concerne les sociétés, l'emplacement du siège statutaire, en particulier :

a) l'exigence de nationalité pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

b) l'exigence d'être résident sur le territoire belge pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

2° l'interdiction d'avoir un établissement dans plus d'un Etat membre ou d'être inscrit dans les registres ou dans les ordres ou les associations professionnelles de plus d'un Etat membre;

3° les limites à la liberté du prestataire de choisir entre un établissement à titre principal ou à titre secondaire, en particulier l'obligation pour le prestataire d'avoir son établissement principal sur leur territoire, ou les limites à la liberté de choisir entre l'établissement sous forme d'agence, de succursale ou de filiale;

4° les conditions de réciprocité avec l'Etat membre où le prestataire a déjà un établissement, à l'exception de celles prévues dans les instruments communautaires en matière d'énergie;

5° l'application au cas par cas d'un test économique consistant à subordonner l'octroi de l'autorisation à la preuve de l'existence d'un besoin économique ou d'une demande du marché, à évaluer les effets économiques potentiels ou actuels de l'activité ou à évaluer l'adéquation de l'activité avec les objectifs de programmation économique fixés par l'autorité compétente de la Région wallonne;

6° l'intervention directe ou indirecte d'opérateurs concurrents, y compris au sein d'organes consultatifs, dans l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes, à l'exception des ordres et associations professionnels ou autres organisations qui agissent en tant qu'autorité compétente; cette interdiction ne s'applique ni à la consultation d'organismes tels que les chambres de commerce ou les partenaires sociaux sur des questions autres que des demandes d'autorisation individuelles ni à une consultation du public;

7° l'obligation de constituer ou de participer à une garantie financière ou de souscrire une assurance auprès d'un prestataire ou d'un organisme établi sur le territoire belge. Ceci ne porte pas atteinte à la possibilité d'exiger une couverture d'assurance ou des garanties financières en tant que telles et ne porte pas atteinte aux exigences relatives à la participation à un fonds collectif de compensation, par exemple pour les membres d'ordres ou organisations professionnels;

8° l'obligation d'avoir été préalablement inscrit pendant une période donnée dans les registres tenus en région de langue française ou d'avoir exercé précédemment l'activité pendant une période donnée sur le territoire de la région de langue française.

§ 2. L'interdiction visée au § 1^{er}, 5°, ne concerne pas les exigences en matière de programmation qui ne poursuivent pas des objectifs de nature économique mais relèvent de raisons impérieuses d'intérêt général.

CHAPITRE III. — Liberté de prestation de services

Art. 15. § 1^{er}. La prestation de service ne peut pas être subordonnée à des exigences qui ne satisfont pas aux principes suivants :

1° la non-discrimination : l'exigence ne peut être directement ou indirectement discriminatoire en raison de la nationalité ou, dans le cas des personnes morales, en raison de l'Etat membre dans lequel elles sont établies;

2° la nécessité : l'exigence doit être justifiée par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement;

3° la proportionnalité : l'exigence doit être propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 2. La libre prestation des services fournis par un prestataire établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne peut pas être restreinte par l'une des exigences suivantes :

1° l'obligation pour le prestataire d'avoir un établissement en région de langue française;

2° l'obligation pour le prestataire d'obtenir une autorisation de l'autorité compétente de la Région wallonne, y compris une inscription dans un registre ou auprès d'un ordre ou d'une association professionnels existant en région de langue française, sauf dans les cas visés par le présent décret ou régis par le droit communautaire;

3° l'interdiction pour le prestataire de se doter en région de langue française d'une certaine forme ou d'un certain type d'infrastructure, y compris d'un bureau ou d'un cabinet d'avocats, dont le prestataire a besoin pour fournir les services en question;

4° l'application d'un régime contractuel particulier entre le prestataire et le destinataire qui empêche ou limite la prestation de service à titre indépendant;

5° l'obligation, pour le prestataire, de posséder un document d'identité spécifique à l'exercice d'une activité de service délivré par l'autorité compétente de la Région wallonne;

6° les exigences affectant l'utilisation d'équipements et de matériel qui font partie intégrante de la prestation du service, à l'exception de celles nécessaires à la santé et la sécurité au travail;

7° les restrictions à la libre prestation des services visées à l'article 23.

Art. 16. L'article 15 ne s'applique pas :

1° aux services d'intérêt économique général;

2° aux actes pour lesquels la loi requiert l'intervention d'un notaire.

Art. 17. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, le Gouvernement ou le Ministre compétent peut prendre, à l'encontre d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre, des mesures relatives à la sécurité des services et ce, conformément aux conditions et procédures qui sont d'application pour la prise de mesures similaires envers des prestataires qui ont leur établissement en région de langue française. Ces mesures ne peuvent être prises que dans le respect de la procédure d'assistance mutuelle prévue à l'article 39 et si les conditions suivantes sont réunies :

1° les dispositions en vertu desquelles les mesures sont prises n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation communautaire dans le domaine de la sécurité des services;

2° les mesures sont plus protectrices pour le destinataire que celles que prendrait l'Etat membre d'établissement en vertu de ses dispositions nationales;

3° l'Etat membre d'établissement n'a pas pris de mesures ou a pris des mesures insuffisantes par rapport à celles visées à l'article 39;

4° les mesures sont proportionnées.

§ 2. Le § 1^{er} n'affecte pas les dispositions qui, prévues par ou en vertu du droit communautaire, garantissent la libre circulation des services ou permettent des dérogations à celles-ci.

CHAPITRE IV. — *Qualité des services, information et transparence*

Art. 18. § 1^{er}. Tout prestataire met, de la manière visée à l'article 19, à disposition des destinataires les informations suivantes :

1° son nom, son statut et sa forme juridique, l'adresse à laquelle le prestataire a son établissement et les coordonnées permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement avec lui, le cas échéant, par voie électronique;

2° le numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises;

3° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité compétente ou du guichet d'entreprises;

4° en ce qui concerne les professions réglementées :

a) l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle le prestataire est inscrit;

b) le titre professionnel et l'Etat membre dans lequel il a été octroyé;

5° les conditions générales et les clauses générales dans le cas où le prestataire en utilise;

6° l'existence, dans le cas où le prestataire en utilise, de clauses contractuelles concernant la législation applicable au contrat et/ou à la juridiction compétente;

7° l'existence de toute garantie contractuelle après-vente éventuelle, non imposée par la loi;

8° le prix du service, lorsque le prix est déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné;

9° les principales caractéristiques du service;

10° les assurances ou les garanties visées à l'article 8 et notamment les coordonnées de l'assureur ou du garant et la couverture géographique.

§ 2. Lorsque les prestataires présentent de manière détaillée leurs services dans un document d'information, ils y font figurer des informations sur leurs activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêt.

Art. 19. A l'initiative du prestataire, les informations visées à l'article 18, § 1^{er} :

1° soit sont communiquées au destinataire;

2° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire sur le lieu de la prestation ou de la conclusion du contrat;

3° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire par voie électronique au moyen d'une adresse communiquée par le prestataire;

4° soit figurent dans tout document d'information du prestataire présentant de manière détaillée leurs services.

Art. 20. A la demande du destinataire, le prestataire communique les informations supplémentaires suivantes :

1° lorsque le prix n'est pas déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné, le prix du service ou, lorsqu'un prix exact ne peut pas être indiqué, la méthode de calcul du prix permettant au destinataire de vérifier ce dernier, ou un devis suffisamment détaillé;

2° en ce qui concerne les professions réglementées, une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès;

3° des informations sur ses activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêts;

4° les codes de conduite auxquels le prestataire est soumis ainsi que l'adresse à laquelle ces codes peuvent être consultés par voie électronique, en précisant les versions linguistiques disponibles.

Art. 21. Les informations visées aux articles 18 et 20, sont mises à disposition ou communiquées de manière claire et non ambiguë, et en temps utile avant la conclusion du contrat, ou avant la prestation du service lorsqu'il n'y a pas de contrat écrit.

Art. 22. Les articles 18 à 21 ne portent pas préjudice aux exigences d'informations supplémentaires applicables aux prestataires ayant leur établissement en région de langue française.

CHAPITRE V. — *Exigences interdites pour les destinataires*

Art. 23. Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences restreignant leur droit d'utiliser un service fourni par un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre. Sont notamment visées les exigences suivantes :

1° l'obligation d'obtenir une autorisation de l'autorité compétente de la Région wallonne ou de l'autorité compétente fédérale ou de faire une déclaration auprès de celle-ci;

2° des limites discriminatoires à l'octroi d'aides financières au motif que le prestataire est établi dans un autre Etat membre ou pour des raisons liées à l'emplacement du lieu où le service est fourni.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui s'appliquent également à l'utilisation d'un service fourni par un prestataire établi en région de langue française.

Art. 24. Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences discriminatoires fondées sur la nationalité ou le lieu de résidence.

Les conditions générales d'accès à un service, qui sont mises à la disposition du public par le prestataire, ne contiennent pas de conditions discriminatoires en raison de la nationalité ou du lieu de résidence du destinataire, sans que cela ne porte atteinte à la possibilité de prévoir des différences dans les conditions d'accès lorsque ces conditions sont directement justifiées par des critères objectifs.

CHAPITRE VI. — *Règlement des litiges*

Art. 25. Les prestataires fournissent leurs coordonnées, notamment une adresse postale, un numéro de télécopie ou une adresse électronique ainsi qu'un numéro de téléphone, où tous les destinataires, y compris ceux résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne, peuvent leur adresser directement une réclamation ou leur demander des informations sur le service fourni.

Les prestataires fournissent l'adresse de leur domicile ou de leur siège social si celle-ci ne correspond pas à leur adresse habituelle aux fins de correspondance.

Art. 26. Les prestataires répondent aux réclamations visées à l'article 25 dans les plus brefs délais et font preuve de diligence pour trouver une solution satisfaisante.

Art. 27. Lorsqu'un code de conduite, une association ou un organisme professionnels prévoit le recours à des moyens de règlement extrajudiciaire des litiges, les prestataires soumis à un tel code ou membre d'une telle association, d'un tel organisme sont tenus d'en informer le destinataire et d'en faire mention dans tout document présentant de manière détaillée leurs services, en indiquant les moyens d'accéder à des informations détaillées sur les caractéristiques et les conditions d'utilisation de ces moyens.

Art. 28. Les prestataires sont tenus de prouver le respect des exigences prévues aux articles 18 à 21 et 25 à 27 et l'exactitude des informations fournies.

CHAPITRE VII. — *Coopération administrative*

Art. 29. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, toute information pertinente dont elle dispose concernant un prestataire et/ou ses services.

Elle communique les informations demandées concernant notamment l'établissement et la légalité des activités prestées.

§ 2. L'autorité compétente de la Région wallonne effectue, dans la limite de ses compétences, les vérifications, inspections, enquêtes concernant un prestataire de services ou ses services, qui lui sont demandées par l'autorité compétente d'un autre Etat membre par le biais d'une demande motivée.

Elle peut décider des mesures les plus appropriées à prendre dans chaque cas d'espèce pour répondre à la demande d'une autorité compétente d'un autre Etat membre.

Elle apprécie la nature et l'ampleur des vérifications, inspections et enquêtes à mener.

Art. 30. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, les décisions relatives à des sanctions disciplinaires ou administratives à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours, conformément aux règles fixées par les législations ou réglementations particulières pour une telle transmission.

Elle communique également, dans les limites de ses compétences et conformément au Livre II, Titre VII, Chapitre 1^{er} du Code d'instruction criminelle, les informations relatives à des sanctions pénales à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours ainsi que tout jugement coulé en force de chose jugée concernant l'insolvabilité au sens de l'annexe A du Règlement CE 1346/2000, ou la faillite frauduleuse d'un prestataire. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes.

§ 2. Dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ses arrêtés d'exécution, le Gouvernement détermine :

- 1° les données qui sont traitées;
- 2° le mode de collecte des données;
- 3° leur durée de conservation;
- 4° à qui les données sont communiquées;
- 5° les mesures de sécurité du traitement de données.

§ 3. L'autorité compétente de la Région wallonne qui communique de telles décisions en informe le prestataire.

Art. 31. Les informations demandées en application des articles 29 et 30 ou les résultats des vérifications, inspections ou enquêtes, sont communiqués, dans les plus brefs délais.

Art. 32. L'autorité compétente de la Région wallonne qui, pour des raisons légales ou pratiques, ne peut faire suite à la demande d'informations ou de vérifications, inspections ou enquêtes, en informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre dans les plus brefs délais en indiquant les motifs qui s'opposent à la demande. Si après notification de ce refus, cette dernière ne peut se rallier au point de vue de l'autorité compétente de la Région wallonne et qu'aucune solution ne peut être trouvée, ce constat est communiqué pour information au coordinateur fédéral.

Art. 33. L'autorité compétente d'un autre Etat membre peut obtenir un accès aux registres accessibles à l'autorité compétente de la Région wallonne et selon les mêmes conditions.

Art. 34. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne qui désire qu'une autorité compétente d'un autre Etat membre lui communique des informations ou procède à des vérifications, inspections ou enquêtes concernant un prestataire ou ses services, lui adresse à cet effet une demande motivée.

§ 2. Si l'autorité compétente de l'autre Etat membre ne satisfait pas à la demande et qu'aucune solution ne peut être trouvée, l'autorité compétente de la Région wallonne en informe le coordinateur régional et/ou le coordinateur fédéral.

Art. 35. Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées.

Art. 36. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires établi en région de langue française y compris lorsque le service est presté dans un autre Etat membre ou a causé un dommage dans cet autre Etat membre.

§ 2. Cette obligation ne s'étend pas :

1° au contrôle du respect des exigences spécifiques imposées à tout prestataire par l'Etat membre où le service est fourni, sans égard au lieu d'établissement du prestataire;

2° à l'exercice de contrôles sur le territoire de l'Etat membre où le service est presté.

Art. 37. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires fournissant une activité de service sur le territoire de la région de langue française conformément aux articles 15 et 16 du présent décret.

L'autorité compétente de la Région wallonne :

1° prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que le prestataire se conforme aux exigences qui ont trait à l'accès à l'activité de service et son exercice;

2° procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires pour contrôler le service fourni.

§ 2. En ce qui concerne les exigences autres que celles visées au § 1^{er}, lorsqu'un prestataire se rend temporairement en région de langue française pour y fournir un service sans y être établi, l'autorité compétente de la Région wallonne participe au contrôle du prestataire conformément aux §§ 3 et 4.

§ 3. A la demande de l'Etat membre d'établissement, l'autorité compétente de la Région wallonne sur le territoire de laquelle le service est fourni procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires au contrôle effectif par l'Etat membre d'établissement. Elles interviennent dans les limites des compétences qui leur sont conférées dans leur Etat membre. Les autorités compétentes peuvent décider des mesures les plus appropriées à prendre dans chaque cas individuel pour répondre à la demande de l'Etat membre d'établissement.

Art. 38. L'autorité compétente de la Région wallonne ne peut procéder à des vérifications, inspections et enquêtes sur place que si ces dernières sont non-discriminatoires, ne sont pas motivées par le fait qu'il s'agit d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre et sont proportionnées.

Art. 39. § 1^{er}. Lorsque l'autorité compétente de la Région wallonne prend connaissance d'un comportement, de faits graves et précis ou de circonstances en rapport avec un prestataire ou une activité de service, susceptibles de causer un préjudice grave pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, elle en informe, par le biais d'un coordinateur d'alerte, les Etats membres et la Commission européenne ainsi que le coordinateur régional et/ou le coordinateur fédéral.

§ 2. Lorsqu'une alerte doit être modifiée ou n'est plus justifiée, l'autorité compétente en Région wallonne en informe par le biais d'un coordinateur d'alerte, la Commission européenne et les Etats membres ainsi que le coordinateur régional et/ou le coordinateur fédéral.

§ 3. La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

Art. 40. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Région wallonne qui envisage d'adopter des mesures pour assurer la sécurité des services prestés sur le territoire de la région de langue française en application de l'article 17, § 1^{er}, adresse une demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'établissement en fournissant toutes les informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce.

§ 2. Après réception de la réponse de l'Etat membre d'établissement ou en l'absence de réponse dans un délai raisonnable, l'autorité compétente de la Région wallonne communique le cas échéant, son intention d'adopter des mesures à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, ainsi qu'au coordinateur régional et/ou au coordinateur fédéral.

La communication précise :

1° les raisons pour lesquelles l'autorité compétente de la Région wallonne estime que les mesures proposées ou adoptées par l'Etat membre d'établissement sont insuffisantes;

2° les raisons pour lesquelles elle estime que les mesures envisagées respectent les conditions prévues à l'article 17, § 1^{er}.

§ 3. Les mesures ne peuvent être adoptées que quinze jours ouvrables après qu'une notification, conformément au § 2, ait été adressée à l'Etat membre d'établissement et à la Commission européenne.

§ 4. En cas d'urgence, l'autorité compétente de la Région wallonne peut déroger aux §§ 1^{er}, 2 et 3. Dans ce cas, les mesures adoptées sont notifiées à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, en indiquant les raisons pour lesquelles l'autorité estime qu'il y a urgence.

§ 5. La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur le 28 décembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 123 (2009-2010), n° 1 et *1bis*.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4150

[2009/206000]

10 DECEMBER 2009. — **Decreet bedoeld voor het algemeen omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt wat betreft de aangelegenheden beoogd in artikel 138 van de Grondwet (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepalingen*

Artikel 1. Het huidige decreet zet de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt gedeeltelijk om.

Het huidige decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de grondwet, aangelegenheden beoogd in zijn artikelen 127, § 1 en 128, § 1. Het is van toepassing op het grondgebied van de Franstalige regio.

Art. 2. Voor het toepassen van het huidige decreet en zijn uitvoeringsbesluiten verstaat men onder :

1. "dienst" : elke niet bezoldigde economische activiteit die normaal wordt uitgeoefend tegen betaling, beoogd in het artikel 50 van het EG-verdrag.

2. "dienstverlener" : elke fysieke persoon die onderdaan is van een Europese lidstaat of elke rechtspersoon beoogd in artikel 48 van het EG-verdrag en opgericht in een lidstaat van de Europese Unie die een dienst aanbiedt of levert;

3. "vestiging" : de effectieve uitoefening van een economische activiteit door de dienstverlener, voor een onbepaalde duur en via een stabiele infrastructuur van waaruit de levering van de dienst effectief wordt gegarandeerd;

4. "bepaling" : elke fysieke persoon die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie of die rechten geniet die hem/haar zijn toegekend door communautaire aktes of rechtspersonen opgericht in een Europese lidstaat, die al dan niet voor professionele doeleinden een dienst gebruikt of wenst te gebruiken;

5. "gereguleerd beroep" : een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten waarvan de toegang, de uitoefening of een van de uitvoeringsmodaliteiten direct of indirect krachtens decretale, regelgevende of administratieve bepalingen is onderworpen aan het bezit van vastgelegde beroepskwalificaties; het gebruik van een beroepstitel die is beperkt door wettelijke, regelgevende of administratieve bepalingen door bezitters van een uitgereikte beroepskwalificatie vormt een modaliteit van uitoefening.

6. "Houder van een vrij beroep" : elke onderneming die geen handel drijft in de betekenis van artikel 1 van de handelscode en die is onderworpen aan een controleorgaan dat door de wet in het leven is geroepen.

7. "autorisatiebeleid" : elke procedure die ertoe leidt een dienstverlener of bepaling te verplichten stappen te ondernemen bij een bevoegde overheid met het oog op het bekomen van een formele akte of een impliciete beslissing betreffende de toegang tot een dienstenactiviteit of de uitoefening ervan;

8. "voorwaarde" : elke verplichting, elk verbod, elke conditie of elke limiet opgenomen in een decreet, in een reglement of in administratieve bepalingen, of volgend uit de rechtspraak, administratieve praktijken, regels van beroepsorden of collectieve regels van beroepsverenigingen of van andere beroepsorganisaties die (dat) is aangenomen in de uitoefening van hun juridische autonomie;

9. "dwingende redenen van algemeen belang": erkende redenen zoals die van de rechtspraak van het gerechtshof die met name de volgende rechtvaardigingen omvatten: de publieke orde, de publieke veiligheid, de publieke gezondheid, het behoud van het financieel evenwicht van het systeem van de sociale zekerheid, de bescherming van de consumenten, van de bestemmingen van diensten en van de arbeiders, de eerlijkheid van handelstransacties, fraudebestrijding, de bescherming van het milieu en van het stedelijk milieu, van het dierenwelzijn, van de intellectuele eigendom, het behoud van het nationaal historisch en artistiek patrimonium, doelstellingen van het sociale beleid en doelstellingen van het culturele beleid;

10. "beroepsaansprakelijkheidsverzekering": een verzekering genomen door een dienstverlener om zijn eventuele aansprakelijkheid in geval van schade voortvloeiend uit het leveren van de dienst te dekken ten aanzien van de bestemmingen van de diensten en, in voorkomend geval, ten aanzien van derden;

11. "bevoegde overheid van het Waalse Gewest": elke overheid of instantie die op het grondgebied van de Franstalige regio een controlerende of regelgevende functie heeft betreffende dienstenactiviteiten, met name de administratieve overheden, de beroepsorden en beroepsverenigingen of andere beroepsorganisaties die in het kader van hun juridische autonomie op collectieve manier de toegang tot de dienstenactiviteiten of hun uitoefening reglementeren;

12. "lidstaat": een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

13. "Vestigingslidstaat": De lidstaat op wiens grondgebied de dienstverlener in kwestie zijn vestiging heeft;

14. "lidstaat waar de dienst wordt geleverd": De lidstaat waar de dienst wordt geleverd door een dienstverlener die is gevestigd in een andere lidstaat;

15. "werkdag": elke kalenderdag met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen. Wanneer een termijn verstrijkt op een zaterdag, een zondag of een feestdag, dan wordt de termijn verlengd tot de volgende werkdag;

16. "Persoonsgegevens": informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare fysieke persoon, conform de definitie voorzien in artikel 1, § 1 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

17. "federaal coördinator": de fysieke persoon die is aangesteld bij de Federale overheidsdienst economie om in het kader van de administratieve samenwerking voorzien in hoofdstuk IV het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische overheden.

18. "regionaal coördinator": de fysieke persoon die is aangesteld bij de Waalse overheidsdienst om in het kader van de administratieve samenwerking voorzien in hoofdstuk IV via de federale coördinator het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische overheden.

19. "noodcoördinator": de fysieke perso(o)n(en) aangesteld op het federale niveau die ermee belast zijn de informatie van de lidstaten en de Europese Commissie te verzekeren over ernstige en duidelijke feiten in verband met een dienstenactiviteit die ervan wordt verdacht een ernstig gevaar te vormen voor de gezondheid of de veiligheid van personen of het milieu.

Art. 3. § 1. Het huidige decreet is van toepassing, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale overheid, van de gewesten en van de gemeenschappen, die niet zijn overgedragen aan het Waalse Gewest krachtens artikel 138 van de grondwet, op diensten, met uitzondering van:

1. niet-economische diensten van algemeen belang, hierbij inbegrepen de sociale diensten;
2. diensten van notarissen toegewezen door een beslissing van overheidswege.
3. diensten van gerechtsdeurwaarders toegewezen door een beslissing van overheidswege.
4. diensten in de gezondheidszorg, of ze nu verzekerd zijn of niet in het kader van verpleeginrichtingen, onafhankelijk van de manier waarop ze zijn georganiseerd en gefinancierd en onafhankelijk van het openbaar of privé karakter;
5. activiteiten die behoren tot het uitoefenen van het openbaar gezag conform artikel 45 van het EG-verdrag;
6. sociale diensten betreffende sociale huisvesting, kinderopvang, familieopvang en zorg voor personen die zich permanent of tijdelijk in een zorgsituatie bevinden, en die zijn verzekerd door het Waalse Gewest en andere publieke overheden, vanwege door het Waalse Gewest gemandateerde dienstverleners of vanwege caritatieve organisaties die als zodanig zijn erkend.

§ 2. Wanneer de bepalingen van het huidige decreet strijdig zijn met wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen die de specifieke aspecten regelen van toegang tot een dienstenactiviteit, tot de uitoefening ervan in specifieke sectoren of voor specifieke beroepen, die het communautair recht vervangen, dan zijn deze laatste bepalingen doorslaggevend.

HOOFDSTUK II. — *Vrijheid van vestiging*

Art. 4. Wanneer een goedkeuring vereist is voor de toegang tot een dienstenactiviteit en de uitoefening ervan, dan moet deze voldoen aan de volgende voorwaarden:

1. de goedkeurende overheid is niet discriminerend ten opzichte van de beoogde dienstenleverancier;
2. de noodzaak van een goedkeurende overheid wordt gerechtvaardigd door een of meerdere dwingende redenen van algemeen belang;
3. het nagestreefde doel kan niet worden gerealiseerd door een minder bindende maatregel, met name omdat een controle a posteriori te laat tussenkomt om een reële doeltreffendheid te hebben.

Alinea 1 is niet van toepassing op goedkeurende overheden die rechtstreeks of onrechtstreeks onder het communautaire recht vallen.

Art. 5. De goedkeurende overheden moeten berusten op criteria die de uitoefening van de macht omkaderen met een beoordeling vanuit de bevoegde overheden zodat de uitoefening van deze macht niet arbitrair kan gebeuren.

Deze criteria:

1. zijn niet discriminerend;
2. worden gerechtvaardigd door een of meerdere dwingende redenen van algemeen belang;
3. zijn proportioneel met deze doelstelling van algemeen belang;
4. zijn duidelijk en ondubbelzinnig;
5. zijn objectief;
6. worden op voorhand publiek gemaakt;
7. zijn transparant en toegankelijk.

Art. 6. De goedkeuringsprocedures en -formaliteiten moeten duidelijk zijn, op voorhand publiek worden gemaakt en geschikt zijn om aan de betrokken partijen te garanderen dat hun vraag objectief en onpartijdig zal worden behandeld.

De goedkeuringsprocedures en -formaliteiten mogen niet afschrikken en mogen de dienstenprestatie niet ongegrond bemoeilijken of vertragen. Ze moeten gemakkelijk toegankelijk zijn en de verplichtingen die eruit kunnen voortvloeien voor de aanvragers moeten redelijk en evenredig zijn met de procedurekosten voor de goedkeuring. Ze mogen de procedurekosten niet overschrijden.

Art. 7. De voorwaarden voor het toekennen van de goedkeuring voor een nieuwe vestiging mogen vanwege hun finaliteit geen herhaling vormen met de gelijkwaardige of in wezen vergelijkbare vereisten en controles waaraan de dienstenverlener in België of in een andere Europese lidstaat reeds is onderworpen. De regionale en/of de federale coördinator evenals de dienstenverlener assisteren de bevoegde overheid bij het verschaffen van de nodige informatie over deze vereisten.

Art. 8. Wanneer een dienstenverlener zich vestigt in de Franstalige regio kan geen beroepsaansprakelijkheidsverzekering of garantie worden geëist omdat deze dienstenleverancier in België of in een andere Europese lidstaat waar hij reeds is gevestigd reeds gedekt is door een gelijkwaardige of in wezen vergelijkbare garantie voor wat betreft haar finaliteit en de dekking die ze biedt betreffende het verzekerde risico, de verzekerde som of het plafond van de garantie, evenals eventueel niet in de dekking inbegrepen activiteiten.

In het geval waar de dekking slechts gedeeltelijk is, kan een bijkomende garantie worden geëist voor de elementen die nog niet gedekt zijn.

Wanneer een beroepsaansprakelijkheidsverzekering of het leveren van een andere vorm van zekerheid verplicht is voor een dienstverlener gevestigd in de Franstalige regio, dan moeten de verzekeringsattesten die werden uitgegeven door kredietinstellingen of verzekeringsmaatschappijen met sociale zetel in een lidstaat van de Europese Gemeenschap worden ingediend als bewijs.

Art. 9. De goedkeuring vereist overeenkomstig de artikelen 4 tot en met 8 laat de dienstverlener toe toegang te hebben tot de dienstenactiviteit of ze uit te oefenen op het volledige grondgebied van de Franstalige regio, hierbij inbegrepen het oprichten van agentschappen, depots, filialen of bureaus.

De voorgaande alinea is niet van toepassing wanneer een afzonderlijke goedkeuring voor elke inplanting of een beperking van de goedkeuring voor een specifiek deel van het nationale territorium gerechtvaardigd is door een dwingende reden van algemeen belang.

Art. 10. Voor elke aanvraag tot goedkeuring wordt binnen tien werkdagen na indiening een ontvangstbevestiging afgeleverd.

De ontvangstbevestiging geeft het volgende aan :

1. de datum waarop de aanvraag werd ingediend;
2. de termijn waarbinnen de beslissing moet worden genomen;
3. de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om ze te kennen en de formaliteiten en termijnen die moeten worden gerespecteerd;
4. indien van toepassing, de vermelding dat bij gebrek aan antwoord binnen de voorziene termijn, eventueel verlengd, de goedkeuring wordt beschouwd als zijnde toegekend.

In geval van onvolledige aanvraag wordt de aanvrager zo snel mogelijk ingelicht over de noodzaak om bijkomende documenten te leveren die nodig zijn voor het onderzoeken van zijn vraag, over de tijd waarover hij beschikt om dit te doen en over de gevolgen voor de termijn beoogd in alinea 2.

In het geval van het afwijzen van een verzoek op basis van het niet respecteren van de nodige procedures of formaliteiten wordt de aanvrager hierover zo snel mogelijk geïnformeerd.

Art. 11. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest kent de goedkeuring toe nadat een geschikt onderzoek heeft aangetoond dat is voldaan aan de voorwaarden voor toekenning.

Wanneer de reglementering geen enkele termijn voorziet bij het verstijken waarvan de beslissing over de goedkeuringsaanvraag moet worden afgeleverd, dan wordt deze ten laatste afgeleverd na dertig werkdagen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging of, wanneer het dossier onvolledig is, vanaf de datum waarop de aanvrager alle bijkomende vereiste documenten die hem werden gevraagd heeft ingediend.

De termijn kan een keer worden verlengd voor een maximale duur van dertig werkdagen. De verlenging en de duur moeten worden meegedeeld aan de aanvrager voor het verstrijken van de initiële termijn.

Zonder afbreuk te doen aan specifieke decreten, besluiten of reglementen gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang wordt de goedkeuring in afwezigheid van een antwoord binnen de termijn voorzien in de decreten, besluiten of reglementen beschouwd als zijnde toegekend.

Art. 12. § 1. De goedkeuring die is toegekend aan een dienstverlener heeft een onbeperkte duur, met uitzondering van de volgende gevallen :

1. de goedkeuring maakt het onderwerp uit van een automatische vernieuwing;
2. de goedkeuring is enkel onderworpen aan de blijvende verwezenlijking van de vereisten;
3. het aantal beschikbare goedkeuringen is beperkt door een dwingende reden van algemeen belang;
4. een beperkte duur van de goedkeuring is gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang;

§ 2. § 1 is niet van toepassing in geval van intrekking van een goedkeuring wanneer de voorwaarden voor de toekenning ophouden samen te bestaan.

§ 3. § 1 beoogt de maximale termijn niet voor het einde waarvan de dienstverlener effectief moet beginnen met zijn activiteit na hiervoor goedkeuring te hebben ontvangen.

Art. 13. Wanneer het aantal goedkeuringen voor een gegeven activiteit beperkt is vanwege de schaarste van de natuurlijke bronnen of de bruikbare technische capaciteiten wordt een selectieprocedure gehouden onder de potentiële kandidaten.

Deze procedure voorziet alle garanties van onpartijdigheid en transparantie, met name de adequate publiciteit van de opening van de procedure, van haar verloop en haar sluiting.

In de gevallen beoogd in alinea 1 wordt de goedkeuring toegekend voor een aangepaste beperkte duur en moet ze niet het voorwerp uitmaken van een procedure van automatische vernieuwing, noch enig ander voordeel voorzien ten gunste van de dienstverlener waarvan de goedkeuring net is komen te vervallen of ten gunste van personen die bijzondere banden hebben met de genoemde dienstverlener.

De regels voor de selectieprocedure kunnen rekening houden met overwegingen betreffende de volksgezondheid, de doelstellingen van het sociale beleid, de gezondheid en veiligheid van werknemers en zelfstandigen, de milieubescherming, het behoud van het culturele patrimonium en andere dwingende redenen van algemeen belang.

Art. 14. § 1. De toegang tot een dienstenactiviteit of de uitvoering ervan in de Franstalige regio kan aan geen enkele van de volgende eisen worden onderworpen :

1. discriminerende eisen, rechtstreeks of onrechtstreeks gestoeld op de nationaliteit of, wat betreft maatschappijen, de vestiging van de maatschappelijke zetel, in het bijzonder :

a) de eis van nationaliteit voor de dienstverlener, zijn personeel, de personen die het sociaal kapitaal beheren of de leden van de bestuursorganen of controleorganen van de dienstverlener;

b) de eis woonachtig te zijn op Belgisch grondgebied voor de dienstverlener, zijn personeel, de personen die het sociaal kapitaal beheren of de leden van de bestuursorganen of controleorganen van de dienstverlener;

2. het verbod een vestiging te hebben in meer dan één lidstaat of om ingeschreven te zijn in de registers of de beroepsordes of -verenigingen van meer dan één lidstaat;

3. de beperking van de vrijheid van de dienstverlener te kiezen tussen een hoofdvestiging of een secundaire vestiging, in het bijzonder de verplichting voor de dienstverlener om zijn hoofdvestiging op het grondgebied te hebben, of de beperkingen van de vrijheid om te kiezen tussen de vestiging in de vorm van een agentschap, een filiaal of een dochteronderneming;

4. de voorwaarden van wederzijdse betrekkingen met de lidstaat waar de dienstverlener reeds een vestiging heeft, met uitzondering van die die zijn voorzien in de communautaire instrumenten inzake energie;

5. de toepassing van geval tot geval van een economische test die erin bestaat het toekennen van de goedkeuring te onderwerpen aan het bestaansbewijs van een economische behoefte of een marktvraag, aan het evalueren van de mogelijke of effectieve economische effecten van de activiteit of aan het evalueren van de gelijkwaardigheid van de activiteit met de doelstellingen van het economische programma vastgelegd door de bevoegde overheid van het Waalse Gewest;

6. de directe of indirecte tussenkomst van concurrerende operatoren, hierbij inbegrepen bij de raadgevende organen, bij de toekenning van de goedkeuringen of bij de overname van andere beslissingen van bevoegde overheden, met uitzondering van de beroepsordes en -verenigingen die handelen als bevoegde autoriteit; dit verbod is niet van toepassing op de consultatie van organismen zoals de kamer van koophandel of de sociale partners over ander vragen dan verzoeken tot individuele goedkeuring of op een raadpleging van het volk;

7. de verplichting een financiële zekerheid te vormen of eraan deel te nemen, of een verzekering te nemen bij een dienstverlener of een organisme gevestigd op Belgisch grondgebied. Dit vormt geen inbreuk op de mogelijkheid een verzekering of financiële garanties als zodanig te eisen en vormt geen inbreuk op de vereisten betreffende de deelname aan een collectief compensatiefonds, bijvoorbeeld voor de leden van beroepsordes en -verenigingen;

8. de verplichting voorafgaand gedurende een bepaalde periode ingeschreven te zijn geweest in de in de Franstalige regio bijgehouden registers of de activiteit reeds eerder gedurende een bepaalde periode te hebben uitgeoefend op het Franstalige grondgebied.

§ 2. Het verbod beoogd in § 1, alinea 5, betreft niet de vereisten inzake programmatie die geen doelen van economische aard nastreven maar tonen dwingende redenen van algemeen belang aan.

HOOFDSTUK III. — *Vrijheid van prestatie van diensten*

Art. 15. § 1. De prestatie van diensten kan niet worden onderworpen aan vereisten die niet voldoen aan de volgende principes :

1. de non-discriminatie; 1. de vereiste mag niet rechtstreeks of onrechtstreeks discriminerend zijn op basis van de nationaliteit of, wat betreft rechtspersonen, op basis van de lidstaat waarin ze zijn gevestigd;

2. de noodzaak : de vereiste moet gegrond zijn op basis van de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de milieubescherming;

3. de proportionaliteit : de vereiste moet geschikt zijn om de realisatie van het beoogde doel te garanderen en niet voorbijgaan aan wat nodig is om dit doel te bereiken.

§ 2. De vrije prestatie van diensten geleverd door een dienstverlener gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap kan niet worden weerhouden door een van de volgende eisen :

1. de verplichting voor de dienstverlener om een vestiging te hebben in de Franstalige regio;

2. de verplichting voor de dienstverlener om een goedkeuring te bekomen van de bevoegde overheid van het Waalse Gewest, hierbij inbegrepen een inschrijving in het handelsregister of bij een beroepsorde of -vereniging bestaande in de Franstalige regio, behalve in de gevallen beoogd door het huidige decreet of opgesteld door het communautaire recht;

3. het verbod voor de dienstverlener om zich in de Franstalige regio te voorzien van een zekere vorm of een zeker type van infrastructuur, hierin inbegrepen een bureau of advocatenkantoor, waaraan de dienstverlener behoefte heeft om de diensten in kwestie te leveren;

4. de toepassing van een specifiek contractueel regime tussen de dienstverlener en de bestemming die de levering van diensten als zelfstandige verhindert of beperkt;

5. de verplichting voor de dienstverlener een identiteitsdocument te bezitten specifiek voor de uitoefening van een dienstenactiviteit, afgeleverd door de bevoegde overheid van het waalse Gewest;

6. de vereisten die het gebruik van uitrustingen en materiaal beïnvloeden die deel uitmaken van de dienstenlevering, met uitzondering van die die nodig zijn voor de gezondheid en veiligheid op het werk;

7. de beperkingen voor de vrije prestatie van diensten beoogd in artikel 23.

Art. 16. Artikel 15 is niet van toepassing :

1. op diensten van algemeen economisch belang;

2. voor de handelingen waarvoor de wet de tussenkomst van een notaris vereist.

Art. 17. § 1. Als afwijking op artikel 15, en uitsluitend in uitzonderlijke omstandigheden, kan de regering of de bevoegde minister maatregelen nemen betreffende de veiligheid van de diensten, tegen een dienstverlener met vestiging in een andere lidstaat in, en dit overeenkomstig de voorwaarden en procedures die van toepassing zijn voor het nemen van gelijkaardige maatregelen tegenover dienstverleners die hun vestiging in de Franstalige regio hebben. Deze maatregelen kunnen enkel worden genomen mits naleving van de wederzijdse bijstandsprocedure voorzien in artikel 39 en wanneer de volgende voorwaarden zich samen voordoen :

1. de bepalingen krachtens dewelke de maatregelen worden genomen hebben niet het onderwerp uitgemaakt van een communautaire afstemming in het domein van de veiligheid van diensten;
2. de maatregelen nemen de bestemming sterker in bescherming dan de maatregelen die de lidstaat van de vestiging neemt krachtens zijn nationale bepalingen;
3. de lidstaat van vestiging heeft geen maatregelen genomen of heeft onvoldoende maatregelen genomen ten overstaan van die beoogd in artikel 39;
4. de maatregelen zijn proportioneel.

§ 2. § 1 tast de bepalingen niet aan die, voorzien door of krachtens het communautaire recht, het vrije verkeer van diensten verzekeren of afwijkingen hierop toestaan.

HOOFDSTUK IV. — *Kwaliteit van de diensten, informatie en transparantie*

Art. 18. § 1. Elke dienstverlener stelt de volgende informatie ter beschikking van de bestemmingen, op de manier beoogd in artikel 19 :

1. zijn naam, zijn statuut en zijn juridische vorm, het adres waar hij is gevestigd en de gegevens die toelaten snel contact op te nemen en rechtstreeks met hem te communiceren, in voorkomend geval via e-mail.
2. het ondernemingsnummer bij de kruispuntbank van ondernemingen;
3. in het geval waar de activiteit is onderworpen aan een goedkeuringsbeleid, de gegevens van de bevoegde overheid of het ondernemingsloket;
4. wat betreft de gereguleerde beroepen :
 - a) de beroepsvereniging of -orde waarbij de dienstverlener is ingeschreven;
 - b) de professionele titel en de lidstaat waarin die werd toegekend;
5. de algemene voorwaarden en de algemene clausules in het geval de dienstverlener er gebruikt;
6. het bestaan van contractuele clausules betreffende de op het contract van toepassing zijnde wetgeving en/of de bevoegde jurisdictie, in het geval de dienstverlener er gebruikt;
7. het bestaan van elke eventuele contractuele garantie na verkoop, niet opgelegd door de wet;
8. de prijs van de diensten, wanneer de prijs voorafgaand is bepaald door de dienstverlener voor een bepaald type geleverde dienst;
9. de hoofdkenmerken van de dienst;
10. de verzekeringen of zekerheden beoogd in artikel 8, met name de gegevens van de verzekeraar of de garant en de geografische dekking.

§ 2. Wanneer de dienstverleners op gedetailleerde manier hun diensten presenteren in een informatiedocument, moeten ze hierin informatie opnemen over hun activiteiten over verschillende disciplines heen en over hun partnerschappen die rechtstreeks betrokken zijn bij de betreffende dienst en over de genomen maatregelen om belangenconflicten te voorkomen.

Art. 19. Op initiatief van de dienstverlener wordt de informatie beoogd in artikel 18, § 1 :

1. of gecommuniceerd aan de bestemming;
2. of gemakkelijk toegankelijk gemaakt voor de bestemming op de plaats van de levering van de diensten of op de plaats waar het contract is opgemaakt;
3. of gemakkelijk toegankelijk gemaakt voor de bestemming via elektronische weg, via een adres meegedeeld door de dienstverlener;
4. of meegedeeld in elk informatiedocument van de dienstverlener waarop de diensten gedetailleerd worden gepresenteerd.

Art. 20. Op vraag van de bestemming stelt de dienstverlener de volgende bijkomende informatie ter beschikking :

1. Wanneer de prijs niet vooraf is bepaald voor een bepaald type dienst door de dienstverlener, de prijs van de dienst, of wanneer geen exacte prijs kan worden aangegeven, de methode van prijsberekening die de bestemming toelaat deze te controleren, of een voldoende gedetailleerd bestek;
2. wat betreft de gereguleerde beroepen, een verwijzing naar de van toepassing zijnde professionele reglementen en naar de middelen om hier toegang toe te krijgen;
3. informatie over de activiteiten over verschillende disciplines heen, over partnerschappen die rechtstreeks zijn betrokken bij de betreffende dienst en over de genomen maatregelen om belangenconflicten te vermijden;
4. de gedragscodes waaraan de dienstverlener is gebonden evenals het adres waarop de codes kunnen worden geconsulteerd via elektronische weg, met vermelding van de beschikbare taalversies.

Art. 21. De informatie beoogd in de artikelen 18 en 20 worden ter beschikking gesteld of meegedeeld op heldere en ondubbelzinnige manier, op voldoende tijd voor het afsluiten van het contract of voorafgaand aan het leveren van de diensten wanneer er geen geschreven contract bestaat.

Art. 22. De artikelen 18 tot en met 21 doen geen afbreuk aan de vereisten voor bijkomende informatie van toepassing op dienstverleners met vestiging in de Franstalige regio.

HOOFDSTUK V. — *Verboden eisen voor de bestemmingen*

Art. 23. De bestemmingen zijn niet onderworpen aan vereisten die hun recht op het gebruik van een dienst geleverd door een dienstverlener gevestigd in een andere lidstaat beperken. Met name de volgende vereisten worden beoogd :

1. de verplichting een goedkeuring te bekomen van de bevoegde overheid van het Waalse Gewest of van de bevoegde federale overheid, of er een verklaring bij af te leggen;

2. discriminerende beperkingen aan de toekenning van financiële steun op basis van het motief dat de dienstverlener is gevestigd in een andere lidstaat of omwille van redenen verbonden met de plaats waar de dienst wordt geleverd.

Alinea 1 is niet van toepassing op goedkeuringsregimes die eveneens van toepassing zijn op het gebruik van een dienst geleverd door een dienstverlener die gevestigd is in de Franstalige regio.

Art. 24. De bestemmingen zijn niet onderworpen aan discriminerende eisen gebaseerd op nationaliteit of woonplaats.

De algemene voorwaarden voor toegang tot een dienst die door de dienstverlener ter beschikking van het publiek worden gesteld bevatten geen discriminerende voorwaarden op basis van nationaliteit of woonplaats van de bestemming, zonder dat dit afbreuk doet aan de mogelijkheid om verschillen te voorzien in de toegangsvoorwaarden wanneer deze voorwaarden rechtstreeks worden gerechtvaardigd door objectieve criteria.

HOOFDSTUK VI. — *Geschilreglementering*

Art. 25. De dienstenleveranciers leveren hun gegevens, met name een postadres, een telefaxnummer of een e-mailadres, evenals een telefoonnummer waar alle bestemmingen, hierin inbegrepen degenen die resideren in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, hun rechtstreeks een klacht kunnen sturen of hun informatie kunnen vragen over de geleverde dienst.

De dienstverleners leveren het adres van hun domicilie of van hun sociale zetel wanneer dit niet overeenkomt met hun gebruikelijke adres aan het einde van correspondenties.

Art. 26. De dienstverleners reageren binnen de kortst mogelijke tijd op de klachten beoogd in artikel 25 en tonen hun wil om snel een tevredenstellende oplossing te vinden.

Art. 27. Wanneer een gedragscode, een beroepsvereniging of -orde een rechtsmiddel voorziet voor buitengerechtelijke geschilbehandeling zijn de dienstverleners die onderworpen zijn aan een dergelijke code of die lid zijn van een dergelijke vereniging of een dergelijk organisme eraan gebonden de bestemmingen hierover te informeren en dit te vermelden in elk document dat een gedetailleerde beschrijving geeft van hun diensten, met vermelding van de middelen om toegang te krijgen tot gedetailleerde informatie over de kenmerken en de voorwaarden van gebruik van deze middelen.

Art. 28. De dienstverleners zijn eraan gehouden de vereisten voorzien in de artikelen 18 tot en met 21, 25 tot en met 27 en de juistheid van de geleverde informatie te respecteren.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve samenwerking*

Art. 29. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest communiceert binnen de grenzen van haar mogelijkheden aan de bevoegde overheid van een andere lidstaat die hiertoe een gemotiveerd verzoek indient, alle relevante informatie waarover ze beschikt betreffende een dienstverlener en/of zijn diensten.

Ze communiceert de gevraagde informatie betreffende met name de vestiging en de wettelijkheid van de gepresteerde activiteiten.

§ 2. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest voert binnen de grenzen van haar mogelijkheden de controles, inspecties en onderzoeken uit betreffende een dienstverlener van diensten of betreffende zijn diensten, die haar werden gevraagd door de bevoegde overheid van een andere lidstaat die hiertoe een gemotiveerd verzoek indiende.

Ze kan de meest aangewezen te nemen maatregelen bepalen in elk afzonderlijk geval om te beantwoorden aan de vraag van een bevoegde overheid van een andere lidstaat.

Ze bepaalt de aard en de reikwijdte van de te nemen controles, inspecties en onderzoeken.

Art. 30. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest communiceert binnen de grenzen van haar mogelijkheden aan de bevoegde overheid van een andere lidstaat die er een gemotiveerd verzoek toe indiende de beslissingen betreffende de disciplinaire of administratieve sancties met professioneel karakter voor zover ze niet verder het onderwerp kunnen uitmaken van een rechtsmiddel, conform aan de door de wetgevingen of bijzondere reglementeringen vastgelegde regels voor een dergelijke overdracht.

Ze communiceert eveneens binnen de grenzen van haar mogelijkheden en conform Boek II, titel VII, hoofdstuk I van het wetboek van strafvordering de informatie met betrekking tot strafrechtelijke sancties met professioneel karakter voor zover ze niet verder het onderwerp kunnen uitmaken van een rechtsmiddel, evenals elke in kracht van gewijsde gegane veroordeling betreffende de insolventie in de zin van bijlage A van de Verordening CE 1346/2000 of het frauduleus bankroet van een dienstverlener. De communicatie vermeldt de geschonden wettelijke of reglementaire bepalingen.

§ 2. Nopens de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en zijn uitvoeringsbesluiten bepaalt de regering :

1. de gegevens die worden behandeld;
2. de wijze van vergaren van de gegevens;
3. de termijn van bewaring ervan;
4. aan wie de gegevens worden gecommuniceerd;
5. de veiligheidsmaatregelen voor de behandeling van de gegevens.

De bevoegde overheid van het Waalse Gewest die dergelijke beslissingen communiceert, informeert de dienstverlener hierover.

Art. 31. De gevraagde informatie in toepassing van de artikelen 29 en 30 of de resultaten van de verificaties, inspecties of onderzoeken worden binnen de kortst mogelijke termijnen gecommuniceerd.

Art. 32. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest die omwille van wettelijke of praktische redenen geen gevolg kan geven aan de informatievraag of aan de verificaties, inspecties of onderzoeken informeert de bevoegde overheid van de andere lidstaat hierover binnen de kortst mogelijk termijn met vermelding van de motieven die het verzoek in de weg staan. Wanneer na berichtgeving van deze weigering deze laatste zich niet kan verenigen met de opvatting van de bevoegde overheid van het Waalse Gewest en geen enkele oplossing kan worden gevonden, dan wordt dit officieel verslag ter informatie meegedeeld aan de federale coördinator.

Art. 33. De bevoegde overheid van een andere lidstaat kan een toegang verkrijgen tot de registers die toegankelijk zijn voor de bevoegde overheid van het Waalse Gewest en dit volgens dezelfde voorwaarden.

Art. 34. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest die wenst dat een bevoegde overheid van een andere lidstaat haar informatie meedeelt of overgaat tot verificaties, inspecties of onderzoeken betreffende een dienstverlener of betreffende zijn diensten, richt hiervoor een gemotiveerd verzoek aan de bevoegde overheid van de andere lidstaat.

§ 2. Wanneer de bevoegde overheid van de andere lidstaat niet voldoet aan de vraag en geen enkele oplossing kan worden gevonden, dan informeert de bevoegde overheid van het Waalse Gewest de regionale en/of federale coördinator hierover.

Art. 35. De uitgewisselde informatie mag enkel worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze werd gevraagd.

Art. 36. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest voert haar controlemissies uit ten overstaan van de dienstverleners gevestigd in de Franstalige regio, hierbij inbegrepen wanneer de dienst werd gepresteerd in een andere lidstaat of schade heeft veroorzaakt in een andere lidstaat.

§ 2. Deze verplichting reikt niet tot :

1. de controle met betrekking tot specifieke vereisten die aan iedere dienstverlener worden opgelegd door de lidstaat waar de dienst wordt geleverd, ongeacht de plaats van vestiging van de dienstverlener;

2. het uitoefenen van controles op het grondgebied van de lidstaat waar de dienst werd geleverd;

Art. 37. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest voert haar controlemissies uit ten overstaan van de dienstverleners die een dienstenactiviteit leveren op het grondgebied van de Franstalige regio, conform de artikelen 15 en 16 van het huidige decreet.

De bevoegde overheid van het Waalse Gewest :

1. neemt alle nodige maatregelen teneinde te verzekeren dat de dienstverlener zich schikt naar de vereisten die worden gesteld voor de toegang tot de dienstenactiviteit en de uitoefening ervan;

2. gaat over tot verificaties, inspecties en onderzoeken die nodig zijn om de geleverde dienst te controleren.

§ 2. Voor wat betreft de andere vereisten dan die die worden beoogd in paragraaf 1, wanneer de dienstverlener zich tijdelijk naar de Franstalige regio begeeft om er een dienst te leveren zonder er te zijn gevestigd, neemt de bevoegde overheid van het Waalse Gewest deel aan de controle van de dienstverlener conform de §§ 3 en 4.

§ 3. Op vraag van de bevoegde overheid van de vestigingslidstaat gaat de bevoegde overheid van het Waalse Gewest op wiens grondgebied de dienst werd geleverd over tot de verificaties, inspecties en onderzoeken die nodig zijn voor de effectieve controle door de vestigingslidstaat. Ze komen tussenbeide binnen de grenzen van de competenties die aan hen zijn toegewezen in hun lidstaat. De bevoegde overheden kunnen de meest aangewezen te nemen maatregelen bepalen in elk afzonderlijk geval om te beantwoorden aan de vraag van de vestigingslidstaat.

Art. 38. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest kan slechts overgaan tot verificaties, inspecties en onderzoeken ter plaatse wanneer deze laatsten niet-discriminerend van aard zijn, niet gemotiveerd zijn door het feit dat het gaat om een dienstverlener die is gevestigd in een andere lidstaat en wanneer ze in verhouding zijn tot de gecontroleerde dienst.

Art. 39. § 1. Wanneer de bevoegde overheid van het Waalse Gewest kennis neemt van gedrag, zware en duidelijke feiten of omstandigheden betreffende een dienstverlener of een dienstenactiviteit die mogelijk een ernstige schade veroorzaken aan de gezondheid of de veiligheid van personen of het milieu, informeert ze de lidstaten van de Europese Commissie hierover via een noodcoördinator, en informeert ze de regionale en/of federale coördinator.

§ 2. Wanneer een alarmsignaal moet worden aangepast of niet langer gerechtvaardigd is, informeert de bevoegde overheid van het Waalse Gewest de Europese Commissie en de lidstaten hierover via een noodcoördinator, en informeert ze de regionale en/of federale coördinator.

§ 3. De hierboven beschreven procedure is van toepassing zonder afbreuk te doen aan de gerechtelijke procedures.

Art. 40. § 1. De bevoegde overheid van het Waalse Gewest die zich voorneemt maatregelen te nemen om de veiligheid van de geleverde diensten te garanderen op het grondgebied van de Franstalige regio, in toepassing van artikel 17, § 1, richt een vraag aan de bevoegde overheid van de vestigingsstaat en levert hierbij alle relevante informatie over de betreffende dienst en de omstandigheden van de casus.

§ 2. Na ontvangst van het antwoord van de vestigingslidstaat of bij uitblijven van een antwoord binnen een redelijke termijn communiceert de bevoegde overheid van het Waalse Gewest in voorkomend geval haar intentie om maatregelen te nemen aan de Europese Commissie, aan de vestigingslidstaat en aan de regionale en/of federale coördinator.

De mededeling preciseert het volgende :

1. de redenen waarom de bevoegde overheid van het Waalse Gewest denkt dat de door de vestigingslidstaat voorgestelde of genomen maatregelen onvoldoende zijn;

2. de redenen waarvoor ze meent dat de beoogde maatregelen de condities respecteren die zijn voorzien in artikel 17, § 1.

§ 3. De maatregelen kunnen slechts worden aangenomen 15 werkdagen nadat een berichtgeving conform § 2 werd gericht aan de vestigingslidstaat en aan de Europese Commissie.

§ 4. In geval van urgentie kan de bevoegde overheid van het Waalse Gewest afwijken van de §§ 1, 2 en 3. In dit geval worden de genomen maatregelen meegedeeld aan de Europese Commissie en aan de vestigingslidstaat, met vermelding van de redenen waarom de overheid meent dat de zaak spoed vereist.

§ 5. De hierboven beschreven procedure is van toepassing zonder afbreuk te doen aan de gerechtelijke procedures.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. Het huidige decreet treedt in werking op 28 december 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 10 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 123 (2009-2010), nr. 1 en 1bis.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.

Bespreking - Stemming.